

MADRID ROUVRE LE 16 AVRIL PROCHAIN LE DOSSIER SAHRAOUI

L'honneur après la trahison

Ça bouge de partout pour le peuple sahraoui, New York, Bruxelles, Madrid. Récit d'une manifestation dans la capitale espagnole qui ne sera pas sans suite.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le 16 avril prochain, les associations — nombreuses — et personnalités politiques qui portent l'autodétermination du peuple sahraoui manifesteront à Madrid. Cette marche pour le droit et pour la paix est très importante au moins pour trois raisons. La première est que l'Espagne est l'épicentre de la question. Ex-colonisateur des territoires de Saguia El Hamra et Rio de Oro, elle est en plus identifiée comme la seule puissance administrante au Sahara occidental par l'ONU. Ce statut n'étant pas dévolu au Maroc. La société civile espagnole se base sur cette qualité pour contraindre le gouvernement de Madrid à assumer ses responsabilités en permettant — sans triche — un processus référendaire.

La seconde raison a trait au calendrier du rassemblement madrilène qui coïncide, les organisateurs n'ont pas choisi par hasard la date, avec la remise du rapport du SG de l'ONU sur le dossier aux membres du Conseil de sécurité

qui devront trancher en dernière lecture. Les premières indiscretions indiquent que Ban Ki-moon aurait axé son travail sur trois axes distincts dans la présentation et qui, tous, mènent vers l'inéluctabilité d'un référendum sous le commandement onusien. Elargissement des missions de la mission des Nations-Unies (Minurso) à la défense des droits de l'homme ; inscription de la question sahraouie dans l'agenda international des années 2016 et 2017 ; l'établissement, enfin, d'un calendrier contraignant pour les deux parties en conflit, Polisario et Maroc, pour l'organisation d'une ou de plusieurs journées de vote.

Ban Ki-moon aurait écrit dans sa copie qu'il faudra limiter le nombre de recours pour aboutir et empêcher les manœuvres dilatoires qui risqueraient de plomber les opérations. Selon la Minurso, précisent nos sources, les listes électorales sont prêtes et que leur actualisation ne poserait pas de problèmes particuliers. Les experts onusiens privilégient, toutefois, des arrangements préalables entre

Rabat et Tifariti pour mieux baliser. Au niveau des membres permanents du Conseil de sécurité, il semblerait que la France, soutien indéfectible du Maroc, préférerait que le rapport soit plus consensuel et qu'il n'en réfère pas à un calendrier précis pour le processus référendaire de même que Paris ne souhaite pas que la Minurso ne s'occupe pas de droits de l'homme au Sahara occidental. Pourtant, même avec ses réserves françaises fondamentales, la diplomatie marocaine n'est pas tout à fait rassurée. Rabat craint que la pression algérienne sur Paris n'ait apporté quelques résultats probants. La troisième raison de l'importance du rassemblement de Madrid est, sans doute, cruciale.

L'actuel exécutif en affaires est provisoire, les résultats électoraux ne l'ont pas conforté, l'Espagne se dirige inéluctablement vers de nouvelles élections en juin. Mariano Rajoy, le chef de gouvernement ayant échoué dans toutes ses options de forcer une coalition composite. Entre-temps, les principales formations sorties victorieuses des urnes, droite, socialiste, Podemos et Ciudadanos ont inscrit dans leur programme de gouvernement la résolution de la



Photo : DR

Les Sahraouis veulent un référendum sous le commandement onusien.

question sahraouie sur la base de la doctrine de l'ONU. Un groupe interparlementaire de soutien au peuple sahraoui a même été installé et englobe la majorité des partis politiques. Ce qui constitue une première en Espagne depuis la trahison du socialiste Felipe Gonzalez qui avait abandonné le Sahara occidental à l'armée marocaine. Depuis, empêtré dans les affaires et devenu richissime grâce à ses

avoirs au pays de Mohammed VI, Gonzalez est régulièrement cité dans les opérations scabreuses et chassé des meetings du PSOE (Parti socialiste et ouvrier). A plusieurs reprises, les militants voulaient lui «casser la gueule» ou au moins, «lui cracher sur la figure». Il ne sera pas, c'est évident, le 16 avril à Madrid. Ça sera avril des Sahraouis. Nous y serons.

A. M.

CONFLIT SYRIEN

L'Iran dénonce les violations du cessez-le-feu

L'Iran a dénoncé des cas de violation du cessez-le-feu en Syrie lors de la visite hier, à Téhéran, de l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura, à la veille de la reprise des négociations de paix inter-syriennes à Genève.

«Nous avons expliqué à M. de Mistura nos inquiétudes après l'augmentation ces derniers jours des actions militaires des groupes armés irresponsables et de la hausse des cas de violation du cessez-le-feu», a déclaré à la télévision d'Etat le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, après sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU pour la Syrie.

«Ces questions sont inquiétantes et peuvent porter atteinte au processus politique en cours», a-t-

il ajouté. Dans le même temps, l'Iran, qui soutient politiquement et militairement le gouvernement syrien, a fait état de la mort de quatre de ses soldats dans des combats dans le sud d'Alep contre «le groupe Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda) et d'autres groupes».

«Dans des opérations où étaient engagés plusieurs milliers de rebelles d'Al-Nosra, nos combattants ont fait preuve de courage et quatre d'entre eux sont tombés en martyrs», a déclaré le général

Ahmad Reza Pourdastan, chef de l'armée de terre, cité par la télévision d'Etat. «Mais auparavant, ils avaient réussi à détruire des chars et des transports de troupes du groupe terroriste Al-Nosra et tué 200 d'entre eux», a affirmé M. Pourdastan. Il a précisé que des membres de différents corps, notamment le corps d'élite 65 de l'armée étaient engagés sur le terrain en tant que «conseillers».

M. Amir Abdollahian a, par ailleurs, de nouveau critiqué la présence de certains groupes qualifiés par Téhéran de terroristes, aux négociations de Genève. «M. de Mistura a insisté sur le fait qu'il n'y avait aucun lien entre les pour-

parlers syriens (organisés sous les auspices de l'ONU) et les groupes terroristes, mais la liste des groupes terroristes est toujours un sujet d'ambiguïté», a déclaré M. Amir Abdollahian.

Selon lui, «certains groupes terroristes tentent d'être présents aux négociations en se présentant sous un nouveau masque».

Cité par l'agence de presse officielle Irna, l'émissaire de l'ONU a affirmé que les pourparlers de Genève étaient «une occasion de trouver comment nous pouvons régler efficacement les problèmes en Syrie», insistant sur «la nécessité d'une cessation des hostilités».

Il ajouté que «la position et les idées de l'Iran» étaient «importantes» et qu'il tiendrait en compte ses recommandations.

A Damas, où il a rencontré lundi le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, l'émissaire de l'ONU avait expliqué combien «la prochaine phase des pourparlers de Genève (était) cruciale» car «elle se concentrera sur la transition politique, la gouvernance et les principes constitutionnels».

L'Iran, pour qui la remise en cause du maintien au pouvoir du président Assad est «une ligne rouge», soutient le gouvernement de ce dernier avec la présence de conseillers militaires.

LIBYE

Visite surprise du chef de la diplomatie italienne à Tripoli

Le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni, s'est prononcé pour une aide d'urgence et un soutien au gouvernement d'union nationale libyen de Faiz Sarraj, à son arrivée hier à Tripoli.

«Je suis ravi d'être à Tripoli pour (apporter) une aide d'urgence et un soutien au gouvernement d'union nationale de Sarraj», a écrit M. Gentiloni sur Twitter.

Le chef de la diplomatie italienne est arrivé à bord d'un avion spécial à l'aéroport de Mitiga, où il a été accueilli par le vice-Premier ministre du gouvernement d'union nationale libyen Ahmad Meitig, avant de repartir avec lui dans un convoi officiel arborant les drapeaux libyen et italien.

C'est la première visite d'un haut responsable étranger à Tripoli depuis les violences de l'été 2014.

M. Gentiloni devrait rencontrer le chef du gouvernement d'union nationale, Fayez al-Sarraj, selon les médias italiens. Le chef de la diplomatie italienne est le premier haut responsable européen à se rendre en Libye depuis l'arrivée à Tripoli, le 30 mars de ce gouvernement formé sous l'égide de l'ONU.

Jusqu'alors, la capitale libyenne était contrôlée par une coalition de milices qui en avait pris le contrôle à l'été 2014. L'ambassade d'Italie en Libye avait suspendu ses activités et rapatrié tous ses agents en février 2015.

Le gouvernement de M. Sarraj s'est autoproclamé le 12 mars sur la base d'un communiqué d'une centaine des 198 députés du

Parlement de Tobrouk (est) mais il n'a pas encore reçu d'investiture formelle. Cette visite intervient alors qu'une réunion des hauts fonctionnaires de soutien international à la Libye, hier à Tunis, est destinée à aider le gouvernement d'union nationale libyen à définir ses objectifs et ses priorités en vue de poursuivre le processus de sortie de crise qui déchire le pays depuis 2011.

Quelque 40 pays arabes et occidentaux ainsi que des représentants de 15 institutions financières, des organisations régionales et internationales participeront à cette réunion, organisée sous l'égide de la Mission d'appui des Nations-Unies en Libye (Manul) et de l'ambassade du Royaume-Uni en Libye avec résidence temporaire à Tunis.

ONU

Huit candidats en lice pour la succession de Ban Ki-moon

Huit prétendants au poste de Secrétaire général des Nations Unies ont commencé mardi à comparaître devant l'Assemblée générale de l'ONU pour des entretiens d'embauche inédits. Ban Ki-moon, l'actuel secrétaire général, devra quitter ses fonctions à la fin de l'année après deux mandats de cinq ans. Quatre hommes et quatre femmes sont sur les rangs mais aucun ne fait l'unanimité. Parmi les favoris des pronostics figurent la directrice de l'Unesco, la Bulgare Irina Bokova, l'ancienne ministre de Nouvelle-Zélande Helen Clark, qui dirige le Programme des Nations Unies pour le développement, et l'ancien Haut commissaire de l'ONU aux réfugiés, le Portugais Antonio Guterres. L'ex-président slovène Danilo Türk et quatre chefs de la diplomatie de pays des Balkans, anciens ou en poste — Vesna Pusic (Croatie), Natalia Gherman (Moldavie), Srgjan Kerim (Macédoine) et Igor Luksic (Monténégro) — complètent la liste. Les auditions s'étaleront sur trois jours. Chaque candidat aura deux heures pour plaider sa cause et répondre aux questions, d'abord celles des diplomates puis celles de la société civile. C'est le ministre des Affaires étrangères du Monténégro Igor Luksic, le plus jeune des candidats à 39 ans, qui a planché en premier, se présentant comme le représentant d'un «pays petit mais fier, à l'histoire tumultueuse».

En juillet, les 15 pays membres du Conseil de sécurité commenceront leur processus de sélection, avant de soumettre un nom à l'Assemblée qui devrait entériner ce choix en septembre.